



African Institute for Economic
Development and Planning

61e

Réunion du Conseil d'administration de l'IDEP

Positionner l'IDEP comme la principale plateforme de renforcement des capacités de la CEA

Recommandations relatives au modèle économique



INVESTISSEMENTS NÉCESSAIRES POUR LE CADRE STRATÉGIQUE 2026–2030

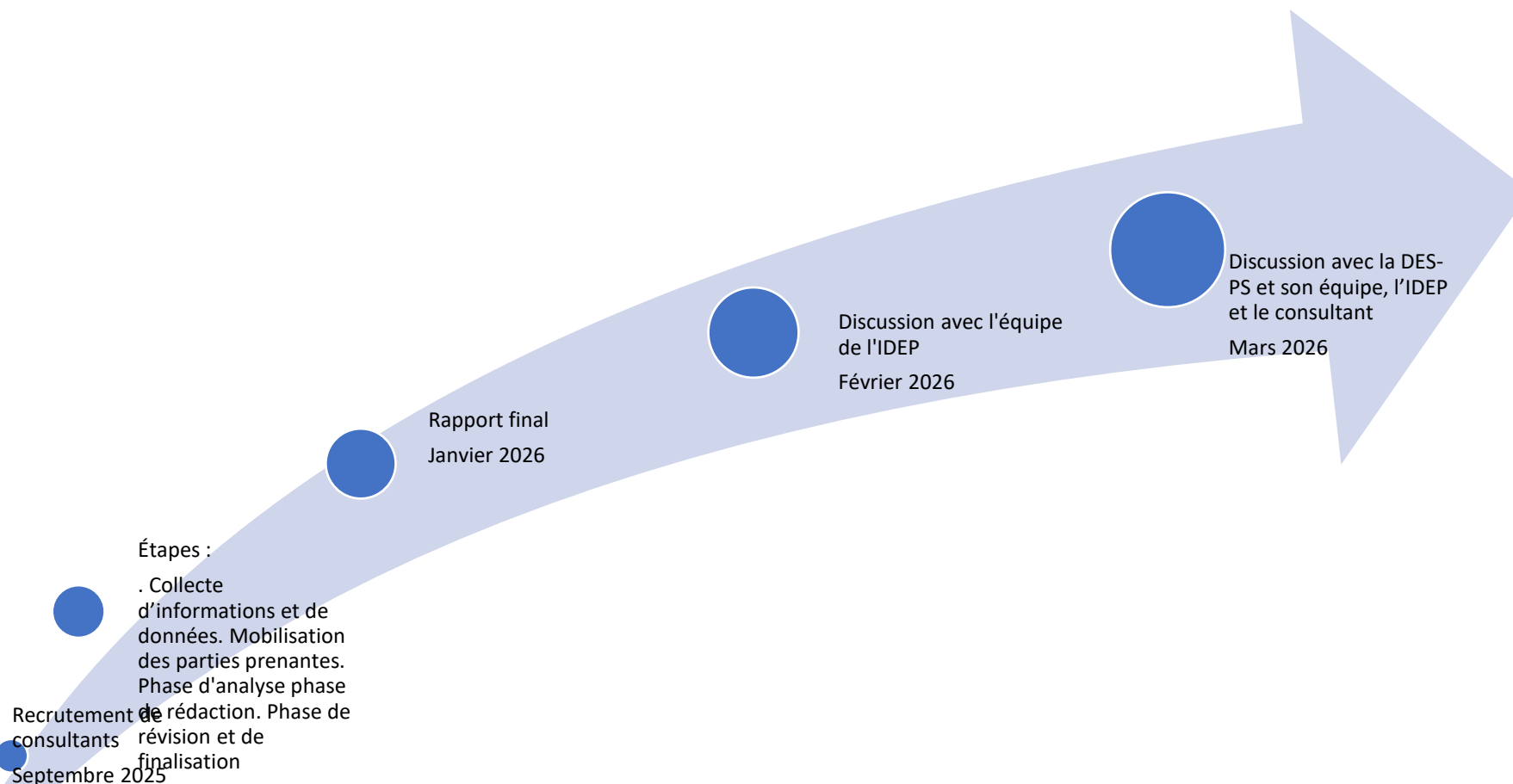
Investissements nécessaires à la mise en œuvre du cadre stratégique

Budget total (2026-2030) : 29 millions de dollars US – minimum

Déficit de financement : 11,5 millions de dollars (39,6 %)



Nouveau modèle économique de l'IDEP pour assurer sa viabilité financière



Stratégie proposée pour combler le fossé

1



Améliorer l'efficacité de la collecte des contributions des États membres

- Renforcer le recouvrement des contributions des États membres, tant courantes qu'en souffrance, et constituer une base de financement de base plus fiable.
- Lier les contributions aux résultats et à la valeur apportée, tels que les résultats de formations sur mesure.
- Renforcer la communication et l'engagement auprès des États membres.
- Mettre en place un suivi et une responsabilisation renforcés concernant les paiements en retard.



RECOMMANDATION
SÉLECTIONNÉE

2



Renforcer la collaboration avec la CEA en matière de mobilisation de ressources pour la formation et le renforcement des capacités

- Tirer parti des programmes de la CEA comportant des volets de renforcement des capacités afin d'élargir la base de ressources de l'IDEP.
- Mener à titre expérimental un ou deux programmes extrabudgétaires (XB) ciblés afin d'en démontrer la valeur ajoutée.
- Renforcer le rôle de l'IDEP au sein de l'écosystème de la CEA et créer un modèle éprouvé pour une future collaboration.
- Un projet pilote couronné de succès en 2026 pourra favoriser une intégration plus poussée dans les futurs programmes de la CEA.



SÉLECTION DE
RECOMMANDATIONS

3



Rechercher le rôle de pôle de formation pour le système des Nations unies

Positionner l'IDEP comme un pôle de formation capable de proposer des solutions d'apprentissage de haute qualité à l'échelle du système des Nations unies.

4



Renforcer la coopération avec les banques multilatérales

- Renforcer la collaboration avec les banques multilatérales de développement (BMD) et les institutions financières de développement (IFD) grâce à une collaboration plus large dans le cadre des programmes de la CEA.
- S'appuyer sur les partenariats existants et émergents (par exemple, la BADEA, Afreximbank, la TDB).
- Intégrer les services de formation et de renforcement des capacités de l'IDEP dans les programmes de financement et de conseil.
- Travailler avec les sièges des ACE afin d'harmoniser les efforts et de tirer parti des partenariats institutionnels.



RECOMMANDATION
SÉLECTIONNÉE

15



Prise en charge des frais d'inscription aux formations

Lancer et développer des formations à recouvrement des coûts adaptées à la demande du marché et offrant des résultats d'apprentissage à forte valeur ajoutée.

16



Subventions accordées par les partenaires

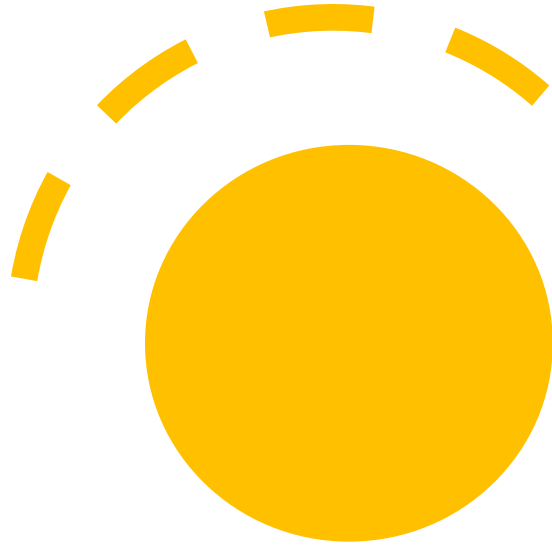
Solliciter activement des subventions auprès de partenaires bilatéraux, régionaux et internationaux pour financer les initiatives prioritaires.

7



Créer un fonds de dotation dédié à l'IDEP

Créer un fonds de dotation pour garantir la viabilité financière à long terme et une plus grande résilience institutionnelle.



Priorité n° 1 : Améliorer
l'efficacité de la collecte des
contributions des États membres



CONTRIBUTIONS DES ÉTATS MEMBRES – LE PILIER FONDAMENTAL

SITUATION ACTUELLE PAR NIVEAU D'ÉVALUATION Au 17 juillet 2026

Catégorie	Contribution annuelle	États membres	Montant total versé (cumulé)	Total restant dû (arriérés)	Taux de conformité
1	80 000 \$	Algérie, Égypte, Libye, Nigeria, Afrique du Sud	7 116 482 \$	7 283 518	49 %
2	32 000 \$ – 40 000 \$	Angola, RDC, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Maroc, Mozambique, Soudan, Zambie, Zimbabwe	9 690 580 \$	3 629 420 \$	73 %
3	24 000 \$	Botswana, Cameroun, Namibie, Sénégal, Tanzanie, Tunisie, Ouganda	4 175 063 \$	1 992 937 \$	68 %
4	20 000 \$	Eswatini, Gabon, Guinée, Madagascar, Sierra Leone	2 035 865 \$	1 664 135 \$	55 %
5	15 000 \$	Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Congo, Djibouti, Érythrée, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Maurice, Niger, Rwanda, Togo	3 857 510 \$	4 947 490 \$	44 %
6	10 000 \$	Cap-Vert, Comores, Guinée équatoriale, Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sao Tomé, Seychelles, Somalie	994 873 \$	2 335 127 \$	30 %
TOTAL	1,358 M\$	États membres	27 870 373 \$	21 852 627 \$	56 %



Renforcer l'engagement des États membres

1. Tableau de bord de l'engagement des pays Sept. 2026 – juin 2027

Proposer un processus de sélection : par exemple, donner la priorité aux pays cibles et à ceux présentant d'importants arriérés

Assurer la coordination avec les SRO, les divisions, le SPORD et le CoS

2. Consultations annuelles

3. Campagne de recouvrement des contributions

Réunions du Secrétariat exécutif avec les États membres lors du Forum politique de haut niveau (HLPF), de l'Assemblée générale (AG) et du Sommet de l'Union africaine (UA)

Visites de l'ES et des DES dans les pays

Réunions des DES et des directeurs avec les hauts responsables des États membres

Missions de l'IDEP dans les pays



Tableau de bord de l'engagement des pays

Tableau de bord par État membre, comprenant :

1. Nombre de fonctionnaires formés
2. Nombre de programmes de formation suivis
3. Missions d'assistance technique menées
4. Présence de la CEA dans le pays
5. Partenariats établis
6. Institutions nationales soutenues
7. Exemples de réussite
8. Activités prévues pour les 12 prochains mois
9. Contribution annuelle et arriérés

- Lorsqu'un membre de l'équipe de direction rencontre un ministre, il s'appuie sur des résultats pour étayer son argumentation, et non pas uniquement sur la contribution.
- Le tableau de bord rendra compte de la contribution de la CEA au Cadre des Nations unies pour le développement durable (UNSDCF) au niveau national.



Renforcement des partenariats institutionnels avec les États membres

Tableau de bord de l'engagement des pays

- Formation
- Assistance technique
- Partenariat
- Présence de la CEA dans les pays

IDEP Plateforme de renforcement des capacités

Écoles nationales de la fonction publique

janvier 2027 – décembre 2029

- Élaboration des programmes d'études
- Échanges de formateurs
- Certificat conjoint

RCO/UNCTs

- Le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

Réseau des directeurs généraux africains de la planification du développement

- Déclaration de Saly (juillet 2026)
 - Secrétariat de l'IDEP
 - Apprentissage entre pairs

Un écosystème permanent reliant les institutions publiques africaines, les décideurs politiques et les partenaires de renforcement des capacités



Réseau des directeurs généraux africains de la planification du développement

Une plateforme permanente dédiée au dialogue, à la coopération technique, à l'apprentissage entre pairs et à la diffusion des meilleures pratiques.



Déclaration des directeurs généraux africains de la planification

3e réunion du Réseau des directeurs généraux africains de la planification

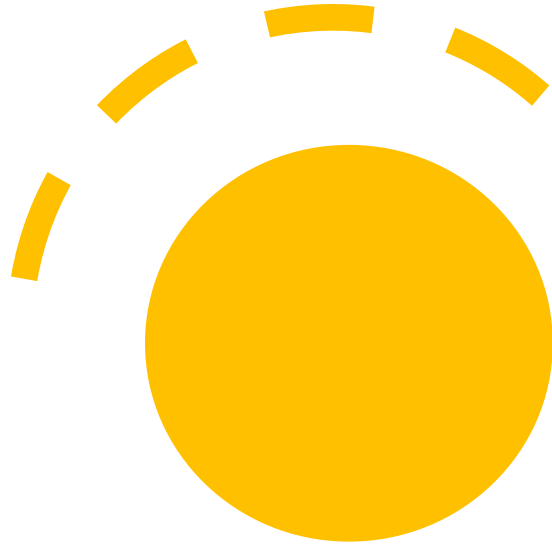
Saly, Sénégal, 30 juillet 2026†



Saly, Sénégal, juillet 2026



Johannesburg, Afrique du Sud, novembre 2024
(en partenariat avec le Secrétariat continental du MAEP)



Priorité n° 2 : Renforcer la
collaboration avec la CEA





Mettre en œuvre le modèle de renforcement des capacités « One ECA »

1. Identification et désignation d'un ou plusieurs points de contact et suppléants dans chaque division (octobre 2026)
2. Préparer des plans de formation annuels conjoints (à discuter au cours du troisième trimestre de l'APPRM et à finaliser au cours du quatrième trimestre de l'APPRM)
3. Mettre en place des procédures opérationnelles standard (SOP) pour le renforcement intégré des capacités

Rendre opérationnel le concept « One ECA »

La procédure opérationnelle standard (SOP) relie l'ambition stratégique à la mise en œuvre coordonnée et aux résultats politiques.

01 ORIENTATION ET DEMANDE

Priorités stratégiques

Priorités du cadre
Besoins des États membres
Recherches et conseils de la CEA

02 BRANCHE OPÉRATIONNELLE

Procédure opérationnelle standard de l'ICDP

Un processus unique · Des rôles clairement définis
Prioriser · Concevoir · Mettre en œuvre
Évaluer · Assurer le suivi · Réutiliser

03 IMPACT ATTENDU

Une mise en œuvre plus efficace des politiques

Un soutien adapté aux besoins des pays
Meilleure utilisation des ressources
Apprentissages réutilisables à grande échelle



Les données factuelles et les enseignements tirés éclairent le prochain cycle de planification

Pourquoi est-ce nécessaire ?

Remplacer une coordination fragmentée et tardive par une planification conjointe précoce.
Répondre aux besoins urgents tout en préservant la qualité et les contrôles.

A close-up photograph of two hands shaking in a firm grip. The hand on the left is dark-skinned, and the hand on the right is light-skinned. A white square frame is superimposed over the center of the handshake, symbolizing partnership and agreement. The background is a plain, light gray.

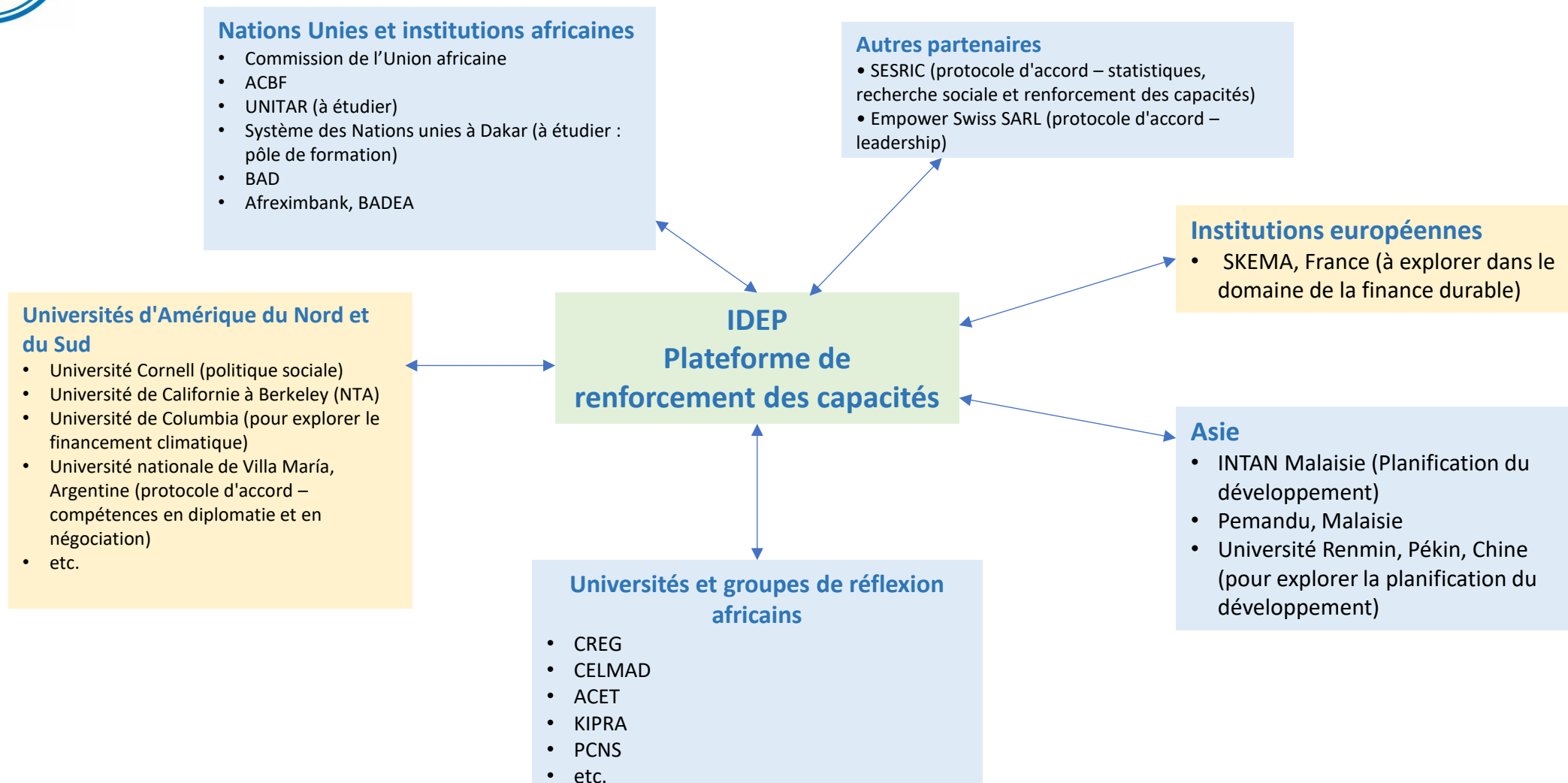
Priorité n° 4 : Renforcer la
coopération avec les
banques multilatérales de
développement



- Renforcer la collaboration avec les BMD et les IFD grâce à une coopération élargie dans le cadre des programmes de la CEA.
- S'appuyer sur les partenariats existants et émergents (par exemple, la BADEA, Afreximbank, la TDB).
- Intégrer les services de formation et de renforcement des capacités de l'IDEP dans les programmes de financement et de conseil.
- Travailler avec le siège de la CEA pour harmoniser les efforts et tirer parti des partenariats institutionnels.

- Projet IDEP-BADEA 2026-2028 (475 000 USD)
- Collaboration continue avec la BAD

Partenariats stratégiques en matière de connaissances



Établir des liens entre l'IDEP et des universités, des groupes de réflexion et des réseaux de recherche de renommée mondiale afin de garantir que ses programmes s'appuient sur les données les plus récentes, des pratiques innovantes et une expertise internationale

Protection sociale et économie des soins en Afrique



Prof. Parfait Eloundou Enyegue, New York, Université Cornell y



Dr Michel Tenikue, Institut luxembourgeois de recherche socio-économique



Prof. Latif Dramane, Université de Thiès, Sénégal, CREG



MERCI !



+221 33 823 10 20



<https://knowledge.uneca.org/idep>



Assemblée nationale, rue du 18 juin,
Dakar/Sénégal 18524